

Plus de 100 députés pressent le gouvernement de réintégrer les indépendants au fonds de solidarité

Le syndicat des indépendant·e·s, qui conteste toujours l'exclusion de ceux-ci du fonds de solidarité, a reçu le soutien de 120 parlementaires de la majorité présidentielle.

Temps de lecture : minute

14 septembre 2020

La contestation perdure, mais le dialogue semble être établi. Le syndicat Indépendants.co reproche toujours au gouvernement l'exclusion de cette catégorie de professionnel·le·s du fonds de solidarité, mis en place suite à la crise du Covid-19. Reçus début septembre par le cabinet d'Alain Griset, le ministre délégué chargé des Petites et moyennes entreprises, les représentants des freelances attendent un retour de l'exécutif – qui est censé intervenir d'ici à la fin de semaine. À l'initiative de l'ancien secrétaire d'État au Numérique, Mounir Mahjoubi, environ 120 député·e·s ont entre-temps signé un courrier de soutien aux indépendant·e·s. Parmi eux, des poids lourds de la majorité présidentielle, tels qu'Aurore Bergé ou bien Laetitia Avia.

2 millions ! C'est le nombre de travailleurs indépendants qui ne bénéficient plus du fonds de solidarité proposé par l'Etat. Avec plus de 100 députés de la majorité, nous en alertons le

@gouvernementFR - <https://t.co/uwi5PhqNuT>

Vous êtes indépendants et concernés, témoignez

↓ pic.twitter.com/lxRUac8AoO

— *Mounir Mahjoubi (@mounir)* September 9, 2020

La situation des indépendant·e·s se dégrade

Indépendants.co avait pris l'initiative de contacter une poignée de député·e·s peu après la rentrée, mais le syndicat se dit "*surpris*" par le nombre de soutiens qu'il a pu recueillir à l'Assemblée nationale. "*Les députés sont très ancrés localement. S'ils sont si nombreux à prendre parti, c'est qu'ils ont dû être alertés par leurs administrés*", relève Hind Elidrissi, porte-parole d'Indépendants.co et co-fondatrice de la startup Wemind.io, soulignant que les "*freelances sont répartis sur tout le territoire*". Le syndicat y voit une dégradation de la situation d'une part toujours plus importante de ces professionnel·le·s, pour qui "*la trésorerie se vide toujours*".

Un groupe de parlementaires doit auditionner des représentants des indépendant·e·s en fin de journée. Si le syndicat dit s'être senti "*écouté*" par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, il affirme ne pas avoir obtenu de "*véritables garanties*" quant à la suite des événements. "*Nous espérons que notre échange a permis au gouvernement de prendre la mesure de la situation, qui concerne 2 millions de travailleurs*", rappelle Hind Elidrissi, selon qui le soutien des député·e·s est de nature à peser dans la balance.

Dans l'hypothèse où l'exécutif ne répondrait pas favorablement à la demande de réintégration des freelances, Indépendants.co juge que les

députés devraient porter ses revendications "*dans le cadre de l'examen de la loi de finances*", qui interviendra dans le courant du mois d'octobre.

Article écrit par Arthur Le Denn